

N° DP 22/1101

DECISION DU PRESIDENT

AVIS SUR DEMANDE DE L'ENTREPRISE IPSOS POUR DEROGATION PREFECTORALE TEMPORAIRE INDIVIDUELLE AU REPOS DOMINICAL

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L3132-26 du Code du Travail,

VU l'article L.3132-21 du Code du Travail stipulant que l'avis de l'organe délibérant de la Métropole doit être sollicité lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tous les salariés d'un établissement serait préjudiciable au public (dérogation préfectorale temporaire individuelle),

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la loi n°2015-990 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, promulguée le 6 août 2015,

VU la délibération métropolitaine n° 21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le courrier du 22/11/22 de la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Var (DDETS 83), ci-annexée, sollicitant l'avis de la Métropole pour une dérogation temporaire au repos dominical concernant la demande formée par l'entreprise IPSOS pour des salariés réalisant des missions d'enquête dans le magasin Leroy Merlin situé à La Valette-du-Var,

CONSIDERANT l'article R.3132-16 du Code du Travail stipulant que l'avis de l'organe délibérant de l'EPCI dont est membre la commune sur le territoire de laquelle se situe l'établissement demandeur doit être donné dans le délai d'un mois,

CONSIDERANT que la Métropole n'émet pas de réserve à cette demande de dérogation au repos dominical,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE

DE RENDRE UN AVIS FAVORABLE à la demande de dérogation préfectorale temporaire individuelle mise en annexe.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

1 2 DEC. 2022
Fait à Toulon, le

Hubert FALCO
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



1925 217 2 1



TOULON, le 22 novembre 2022

Affaire suivie par : Agnès MASSA
Tél. : 06 51 82 28 84
Mèl : agnes.massa@var.gouv.fr
Mèl. : ddets-accord-entreprise@var.gouv.fr

Le Directeur départemental

à

Monsieur le Président de Toulon Provence
Méditerranée
107 bd Henri Fabre
CS – 30536
83041 Toulon cedex 09

Objet : Avis sur demande de dérogation à la règle du repos dominical

P.J : Copie de la demande

En application de l'article L.3132-21 du code du travail, je sollicite l'avis de l'organe délibérant de votre EPCI concernant la demande reçue le 21 novembre 2022, formée par l'entreprise IPSOS OBSERVER dont le siège social se situe à PARIS visant à bénéficier d'une dérogation au repos dominical de ses salariés sur le fondement de l'article L.3132-20 du code du travail (dérogation préfectorale temporaire individuelle).

Conformément à l'article R.3132-16 du code du travail, l'avis de l'organe délibérant de l'EPCI dont est membre la commune sur le territoire de laquelle se situe l'établissement demandeur doit être donné dans le délai d'un mois. J'attire votre attention sur le fait que cette échéance ne prolonge pas le délai de deux mois à compter de la réception de la demande dont je dispose pour rendre une décision.

En conséquence et afin d'éviter que ce dossier ne fasse l'objet d'une décision implicite de rejet, je vous saurai gré de bien vouloir m'adresser cet avis et vos éventuelles observations afin qu'ils me parviennent **avant le 22 décembre 2022**

Dans l'hypothèse où l'organe délibérant de votre EPCI ne serait pas en capacité de donner son avis dans le délai réglementaire, je vous saurai gré de bien vouloir me communiquer la date de la prochaine session suivant la réception du présent courrier et de me transmettre son avis dès que celui-ci sera rendu.

Vous trouverez ci-joint copie de la demande formée par l'entreprise IPSOS OBSERVER International.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental et par
subdélégation,
Le Directeur du Travail,
Chef du Service Appui et Relations du travail

Emmanuel JOLY



MINISTÈRE DU TRAVAIL

Unité départementale de la DIRECCTE concernée par le lieu d'intervention

Formulaire de demande de dérogation au repos dominical

Le demandeur qui sollicite, en application de l'article L 3132-20 du code du travail, une dérogation aux dispositions de l'article L 3132-3, est prié de renvoyer, dûment rempli et signé, le questionnaire présent, accompagné des justificatifs utiles. Il permettra de procéder aux demandes d'avis prescrites par l'article L 3132-25-4.

Dénomination de la société : IPSOS OBSERVER

Numéro SIRET : 40324660600038

Enseigne de l'établissement : IPSOS OBSERVER PARIS

Adresse de l'établissement : 35 rue du Val de Marne, 75628 Paris Cedex 13

Nature de l'activité : Etudes et sondages

Code NAF : 7320Z

Liste des produits et articles vendus : N/A

Convention collective applicable : Convention Collective Nationale applicable au Personnel des Bureaux d'Études Techniques, des Cabinets d'Ingénieurs-Conseils et des Sociétés de Conseils

Effectif habituel de l'établissement :

- ↳ **Dont CDI :** 198
- ↳ **Dont femmes :** 124
- ↳ **Dont à temps partiel :** 35

Effectif appelé à travailler le dimanche : 4

Durée hebdomadaire du travail : 35h

Horaires qui seront pratiqués le dimanche : de 9h à 18h (une heure de pause incluse)

Nature des emplois du personnel appelé à travailler le dimanche :

Les salariés réalisent des missions d'enquête dans les magasins Leroy Merlin du département situé à :
LA VALETTE DU VAR
FREJUS

Modalités du repos hebdomadaire (barrer les formules non retenues):

- ~~Repos hebdomadaire accordé un autre jour que le dimanche à tout le personnel (jour de fermeture précisé):~~
- ~~Repos hebdomadaire du dimanche treize heures au lundi matin:~~
- ~~Repos hebdomadaire le dimanche après midi et une journée par roulement:~~
- **Repos hebdomadaire par roulement à tout le personnel :**

Un accord d'entreprise ou d'établissement sur le travail du dimanche a-t-il été conclu ? (oui/non)

Si oui date de l'accord et service où cet accord a été déposé : 27 février 2014, déposé auprès de la DIRECCTE de Paris

A défaut d'accord des dispositions unilatérales ont-elles été établies ? (oui/non)

Indiquer les contreparties qui seront accordées aux salariés travaillant le dimanche (majoration de rémunération, repos compensateur, etc.) :

Volontariat, repos hebdomadaire donné par roulement, majoration à 100% de la rémunération du temps de travail et temps de pause non décomptés.

Existe-t-il des représentants du personnel ? (oui/non)

- **Les représentants du personnel ont-ils été consultés ? (oui/non)**
- **Date de la consultation : 27 octobre 2022**
- **Avis des représentants du personnel : Favorable**

Un référendum a-t-il été organisé ? (oui/non)

- **Si oui date du référendum :**
- **Si oui modalités d'organisation :**
- **Si oui résultats du référendum :**

Modalités du volontariat des salariés :

L'accord écrit des salariés a-t-il été demandé ? (oui/non)

Les salariés effectuant ces enquêtes étant par nature multi-employeurs, nous ne savons pas encore lesquels seront disponibles pour ces études. Les enquêteurs concernés seront affectés uniquement lorsqu'ils seront volontaires. En ce sens nous leur demanderons de nous remettre leur accord écrit une fois leur acceptation actée.

Motifs invoqués à l'appui de la demande de dérogation :

Quelle est la nature du préjudice apporté au public ?

Cf lettre jointe

Le fonctionnement normal de l'établissement est-il compromis en l'absence de travail le dimanche ? Cf lettre jointe

- **Si oui nature du préjudice :**

Durée de la dérogation demandée :

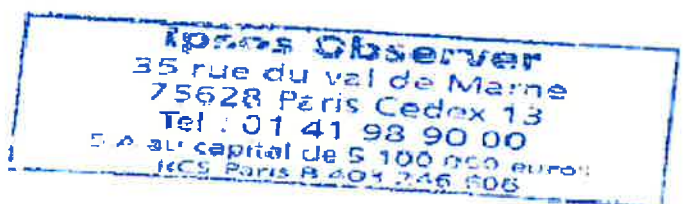
- dimanche 15 janvier 2023 + dimanche 22 janvier 2023 (+ dimanche 29 janvier 2023 en option)
- dimanche 12 mars 2023 + dimanche 19 mars 2023 (+ dimanche 26 mars 2023 en option)
- dimanche 11 juin 2023 + dimanche 18 juin 2023 (+ dimanche 25 juin 2023 en option)
- dimanche 17 septembre 2023 + dimanche 24 septembre 2023 (+ dimanche 1er octobre 2023 en option)

Date de la demande : 18 novembre 2022

Signature :



Cachet de l'entreprise :



Articles du code du travail applicables :

Article L3132-3

Dans l'intérêt des salariés, le repos hebdomadaire est donné le dimanche.

Paragraphe 3 : Dérogations temporaires au repos dominical

Sous-paragraphe 1 : Dérogations accordées par le préfet.

Article L3132-20

Lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tous les salariés d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le repos peut être autorisé par le préfet, soit toute l'année, soit à certaines époques de l'année seulement suivant l'une des modalités suivantes :

- 1° - Un autre jour que le dimanche à tous les salariés de l'établissement ;
- 2° - Du dimanche midi au lundi midi ;
- 3° - Le dimanche après-midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine ;
- 4° - Par roulement à tout ou partie des salariés.

Article L3132-25-3

Les autorisations prévues aux articles L. 3132-20 et L. 3132-25-1 sont accordées au vu d'un accord collectif ou, à défaut, d'une décision unilatérale de l'employeur prise après référendum.

L'accord collectif fixe les contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical ainsi que les engagements pris en termes d'emploi ou en faveur de certains publics en difficulté ou de personnes handicapées.

En l'absence d'accord collectif applicable, les autorisations sont accordées au vu d'une décision unilatérale de l'employeur, prise après avis du comité d'entreprise ou des délégués du personnel, lorsqu'ils existent, approuvée par référendum organisé auprès des personnels concernés par cette dérogation au repos dominical. La décision de l'employeur approuvée par référendum fixe les contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical ainsi que les engagements pris en termes d'emploi ou en faveur de certains publics en difficulté ou de personnes handicapées. Dans ce cas, chaque salarié privé du repos du dimanche bénéficie d'un repos compensateur et perçoit pour ce jour de travail une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente.

Lorsqu'un accord collectif est régulièrement négocié postérieurement à la décision unilatérale prise sur le fondement de l'alinéa précédent, cet accord s'applique dès sa signature en lieu et place des contreparties prévues par cette décision.

Article L3132-25-4

Les autorisations prévues aux articles L. 3132-20 et L. 3132-25-1 sont accordées pour une durée limitée, après avis du conseil municipal, de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre des métiers et des syndicats d'employeurs et de salariés intéressés de la commune.

Seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche sur le fondement d'une telle autorisation. Une entreprise bénéficiaire d'une telle autorisation ne peut prendre en considération le refus d'une personne de travailler le dimanche pour refuser de l'embaucher. Le salarié d'une entreprise bénéficiaire d'une telle autorisation qui refuse de travailler le dimanche ne peut faire l'objet d'une mesure discriminatoire dans le cadre de l'exécution de son contrat de travail. Le refus de travailler le dimanche pour un salarié d'une entreprise bénéficiaire d'une telle autorisation ne constitue pas une faute ou un motif de licenciement.

L'accord collectif prévu au premier alinéa de l'article L. 3132-25-3 fixe les conditions dans lesquelles l'employeur prend en compte l'évolution de la situation personnelle des salariés privés de repos dominical.

A défaut d'accord collectif applicable, l'employeur demande chaque année à tout salarié qui travaille le dimanche s'il souhaite bénéficier d'une priorité pour occuper ou reprendre un emploi ressortissant à sa catégorie professionnelle ou un emploi équivalent ne comportant pas de travail le dimanche dans le même établissement ou, à défaut, dans la même entreprise. L'employeur l'informe également, à cette occasion, de sa faculté de ne plus travailler le dimanche s'il ne le souhaite plus. En pareil cas, le refus du salarié prend effet trois mois après sa notification écrite à l'employeur.

En outre, le salarié qui travaille le dimanche peut à tout moment demander à bénéficier de la priorité définie à l'alinéa précédent.

En l'absence d'accord collectif, le salarié privé de repos dominical conserve la faculté de refuser de travailler trois dimanches de son choix par année civile. Il doit en informer préalablement son employeur en respectant un délai d'un mois.



Ipsos Observer

The Survey Management, Data Collection and Delivery Specialists

DDTES Unité Départementale du Var
177 boulevard Charles Barnier
B.P. 131
83071 TOULON CEDEX

Paris, le 18 novembre 2022

Objet : Demande de dérogation au repos dominical

Madame, Monsieur,

Je viens vers vous en ma qualité de Directeur des Ressources Humaines de la société Ipsos Observer, dont le siège social est situé 35, rue du Val de Marne, à Paris (75013), solliciter, conformément aux dispositions de l'article L. 3132-20 du Code du travail, l'autorisation de déroger au principe du repos dominical inscrit à l'article L. 3132-3 du même Code.

La société Leroy Merlin a confié à Ipsos la réalisation d'un baromètre de satisfaction des clients fréquentant ses magasins. Certains des magasins étant ouverts le dimanche, Leroy Merlin nous a demandé d'inclure ces jours dans le dispositif de mesure.

Cette mesure de satisfaction est un élément clé du management des équipes Leroy Merlin, il est impossible de ne pas inclure les clients fréquentant ces magasins le dimanche sous peine d'une représentativité dégradée.

En effet, les données de flux fournis par Leroy Merlin montrent que sur l'ensemble des magasins, les dimanches représentent 4% du volume total tous jours d'ouverture confondus. Ce même ratio s'élève à 17% si l'on considère les seuls magasins ouverts le dimanche.

Cette obligation liée au cahier des charges de notre client nous conduit à vous demander de bien vouloir autoriser l'emploi de salariés pour les jours d'enquête concernés.

L'étude se déroule sur toute l'année via plusieurs vagues successives tout au long de l'année 2023 et dont la dernière se déroulera en septembre. C'est pour l'accomplissement de ces vagues que nous revenons vers vous.

Cette enquête mobilisera pour le magasin situé dans votre département 4 salariés les :

- dimanche 15 janvier 2023 + dimanche 22 janvier 2023 (+ dimanche 29 janvier 2023 en option)
- dimanche 12 mars 2023 + dimanche 19 mars 2023 (+ dimanche 26 mars 2023 en option)
- dimanche 11 juin 2023 + dimanche 18 juin 2023 (+ dimanche 25 juin 2023 en option)
- dimanche 17 septembre 2023 + dimanche 24 septembre 2023 (+ dimanche 1^{er} octobre 2023 en option)

Nous requérons donc une autorisation de dérogation au repos dominical pour ces dates. Nos enquêteurs interviendront directement en sortie de caisse dans les magasins Leroy Merlin. L'intervention se situera à :

LA VALETTE DU VAR
FREJUS

Le fondement de cette demande, au sens des dispositions de l'article L. 3132-20 du Code du travail, repose sur le fait que l'impossibilité d'effectuer cette étude compromettrait sérieusement le fonctionnement de l'établissement qui a pour activité essentielle la réalisation de sondages.

Cette étude représente un chiffre d'affaires de 4,5 millions d'euros sur trois ans pour notre entreprise et fait donc partie de nos études clés. La perte d'un tel chiffre d'affaires aurait des conséquences négatives importantes pour notre entreprise.

Ipsos Observer
S.A.S. au capital de 4 050 000 euros
R.C.S. Paris B 403 246 606
Certifié ISO 9001 et ISO 20252

35, rue du Val de Marne
75628 Paris Cedex 13 - France
Tél : + 33 1 41 98 90 00
Fax : + 33 1 41 98 99 11
<http://www.ipsos.fr>



Elle compromettrait sérieusement le fonctionnement de la société, qui a pour activité essentielle la réalisation de sondages et l'étude de l'opinion, notamment dans le domaine économique.

A noter que nos enquêteurs sont demandeurs et souhaitent pouvoir travailler le dimanche, du fait notamment des conditions financières avantageuses qui y sont associées. C'est d'ailleurs le message qui fut passé par les élus lors de la réunion du CSE de l'UES Ipsos qui s'est déroulée le 27 octobre dernier.

Je précise que, dans l'hypothèse pour laquelle l'autorisation est sollicitée :

- le principe du repos hebdomadaire sera évidemment respecté pour tout le personnel de l'établissement qui sera employé le dimanche, et se verra en conséquence accordé ce repos, par roulement, conformément aux dispositions de l'article L. 3132-20, 4° du Code du travail ;
- les travaux d'enquêtes, de mesures et d'études seront, en outre, exclusivement réalisés par des salariés volontaires.

Conformément, par ailleurs, aux dispositions de l'article L. 3132-25-3 du Code du travail un accord collectif, conclu avec l'ensemble des syndicats représentatifs de la société Ipsos :

- a fixé :
 - o les contreparties qui seront accordées aux salariés privés de repos dominical,
 - o les engagements pris en termes d'emploi ou en faveur de certains publics en difficultés ou de personnes handicapées.
- et a été approuvé par le comité d'entreprise.

Vous trouverez sous ce pli, afin de permettre l'examen de cette demande :

- le formulaire de « **demande de dérogation au repos dominical des salariés** » et la présente note motivée,
- un extrait Kbis,
- un exemplaire de la Convention Collective « **Syntec** »,
- l'accord collectif signé le 27 février 2014,
- l'extrait du procès-verbal du comité social et économique du 27 octobre 2022.

Je me tiens naturellement à votre disposition pour toutes précisions ou informations complémentaires que vous pourriez souhaiter.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma respectueuse considération.

Sébastien GIMENEZ
Directeur des Ressources Humaines